

Une VOIX : C'est vrai.

M. INGRAM : Nous ne les entendons plus dire cela.

Plusieurs VOIX : Oh ! oui.

M. INGRAM : Ils font absolument ce que faisaient les conservateurs avant 1896. Au moment où ils se croyaient dans toute leur force, ils étaient sur le bord du précipice. Lorsqu'ils avaient une mauvaise cause à défendre, ils faisaient du bruit avec leurs pupitres. Cela ne les a pas empêché d'être chassés du pouvoir et d'être remplacés par les libéraux. Mais à l'heure qu'il est, on peut voir encore une fois l'écrit prophétique sur le mur.

L'honorable ministre des Chemins de fer et Canaux ne prétendra pas être un appoint pour son parti. On ne dira pas qu'il sera d'un grand secours au gouvernement. Que peut-on attendre d'un homme qui, appelé à administrer le ministère des Chemins de fer, n'ose pas ouvrir la bouche pendant toute la discussion sur la question du nouveau chemin de fer transcontinental ? Quand, finalement, il reçut l'ordre de prendre la parole, il lui fallut bien s'exécuter, et il parla, mais je ne crois pas que ses amis aient lieu de s'en féliciter.

M. SPROULE : Il a mis les pieds dans le plat.

M. INGRAM : Il ne fait jamais autre chose. La situation aujourd'hui n'est plus du tout la même. Où sont tous les chefs de province. Où sont tous les hommes forts qui faisaient partie du gouvernement, en 1896 ? Ils sont tous partis et ont été remplacés par Henri le Silencieux, qui n'ose pas ouvrir la bouche sur une question importante. La même chose a lieu sur toute la ligne. Le peuple est au courant de tout cela et quand il sera appelé à se prononcer à la prochaine élection, il ramènera au pouvoir le parti conservateur qui dotera le pays d'un bon gouvernement, d'un gouvernement fidèle à ses principes. Que les principes du parti conservateur soient approuvés ou non, nous ne craignons pas de les affirmer toujours et partout. Nous avons un chef protectionniste qui a toujours prêché la protection, du commencement à la fin. Le chef des libéraux a prêché l'union commerciale, le libre échange comme il se pratique en Angleterre, un tarif de revenu, et récemment, à Montréal, il a déclaré qu'il n'était ni protectionniste, ni libre-échangiste. Les libéraux font maintenant des avances aux libre-échangistes et aux protectionnistes. Parmi tous les membres de la droite s'en trouve-t-il un seul capable de nous dire quels sont les principes de son parti, sur n'importe quelle question ?

M. COCHRANE : Garder le pouvoir.

M. INGRAM : Cela paraît être, en effet, leur unique principe. Ils ne sont pas pro-

M. INGRAM,

tectionnistes, ils ne sont pas libre-échangistes ; ils ne sont certainement pas économistes, puisqu'ils ont dépensé \$70,000,000 en une année, et que leurs dépenses vont toujours en augmentant. Voici maintenant que nous allons avoir un chemin de fer de l'Etat converti en "machine électorale." Cet après-midi, nos adversaires ne voulaient pas admettre que les chemins de fer de l'Etat étaient administrés au point de vue politique, mais ce soir ils avouent que l'Intercolonial n'est entre leur main qu'un énorme engin électoral. A toutes les gares, on verra, à l'avenir, d'immenses placards sur lesquels on lira "Les conservateurs ne sont pas admis." A trois heures cet après-midi, ils administraient l'Intercolonial en dehors de toute immixtion politique. Je ne sais pas ce qui s'est passé dans l'intervalle, mais à huit heures, le ministre des Chemins de fer venait nous annoncer que les libéraux seuls seraient employés sur ce chemin de fer. Je suppose qu'il a reçu des ordres, et comme il est docile, il s'y est conformé.

M. BLAIN : L'honorable député de Cumberland (M. Logan) nous a dit qu'il s'agissait de discuter la politique du parti libéral-conservateur.

M. TUCKER : Parlez plus fort.

M. BLAIN : Quelle est cette voix que j'entends en arrière du fauteuil de l'Orateur ? C'est la première chose que dit l'honorable député depuis son entrée dans le parlement. Il ferait peut-être mieux de continuer à garder le silence jusqu'à la fin.

Pour que l'honorable député de Cumberland ne l'oublie pas, je vais lui rappeler en quoi consiste la politique du parti libéral. Je citerai à cette fin, ce que disent les "Débats" de 1897, à propos de certaines destitutions.

M. ARMAND-LAVERGNE : Donnez la page.

M. BLAIN : Je donnerais bien une cigarette à l'honorable député, mais on me dit qu'il souffre déjà d'un ramollissement du cerveau, et cela pourrait aggraver la maladie. C'est à la page 2216.

ARMAND LAVERGNE : Y est-il question de théières ?

M. BLAIN : Je regrette de ne pouvoir offrir non plus à mon honorable ami, une tasse de thé, et je le prie d'attendre à la fin de la séance. A la page 2216 des "Débats" je lis :

M. QUINN :

1. Est-il vrai que Michael Enright, employé à Montréal sur le canal de Lachine, a été destitué le 3 avril dernier, sans avis préalable ?
2. A-t-il été ainsi destitué par ordre du ministre des Chemins de fer et Canaux ?
3. Sur la recommandation de qui la destitution a-t-elle été faite ?
4. Pourquoi a-t-il été ainsi destitué ?